

Cinquante nuances de « Green New Deal »

PAR FABIEN ESCALONA

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 14 AOÛT 2021



© Mediapart

Tous les projets de plan vert n'ont pas le même degré d'ambition et de radicalité. Quand certains n'envisagent qu'un transfert entre secteurs d'un mode de production inchangé, d'autres entendent préparer la fin de la logique capitaliste et de ses ramifications néocoloniales.

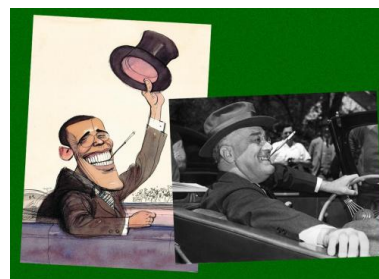
La convocation de la mémoire du «New Deal» n'est pas neuve. Il y a une douzaine d'années déjà, au moment où l'économie mondiale était déstabilisée par une panique majeure au sein de la finance de marché et par une récession historique – en bref, une nouvelle grande crise du capitalisme –, la référence a refléuri. Après tout, cet ensemble de politiques publiques avait jeté les bases d'un nouvel ordre productif, stable et plus égalitaire (*lire notre premier épisode*).

Entre-temps, la recherche académique et la nouvelle gauche des années 1960-1970 ont certes mis en évidence ses limites, au cœur d'une «société d'abondance» encore définie par l'exploitation salariale et les dominations racistes et patriarcales. Mais la longue nuit néolibérale qui a suivi a aussi conduit de nombreux progressistes à réévaluer le caractère précieux du legs rooseveltien, et à le penser sous une forme «verdie» au fur et à mesure que les alertes se multipliaient sur le front du climat et de l'environnement.

En janvier 2007, Thomas Friedman en fait même un appel **dans le *New York Times***, considérant que le «Green New Deal» devrait devenir un nouveau «*cri de ralliement*». L'éditorialiste est alors pris au sérieux par un groupe d'experts britanniques issus

d'ONG, de *think tanks*, du parti Vert, de milieux syndicaux et journalistiques, ou encore du secteur des énergies renouvelables. Ils se mettent au travail et publient **un rapport sur le sujet** au moment où vient de s'enclencher la grande crise de 2008, dont les turbulences à court terme absorbent les énergies des dirigeants politiques et éclipsent le document.

L'une des protagonistes de ce groupe, l'économiste Ann Pettifor, raconte dans *The Case for the Green New Deal* (**Verso, 2019**) avoir été contactée dix ans plus tard par l'équipe d'**Alexandria Ocasio-Cortez**. Avec cette représentante de l'aile gauche démocrate au Congrès (surnommée «AOC»), la circulation mondiale de la référence est de nouveau boostée. Tout récemment, une «alliance globale pour un Green New Deal» **a même été annoncée** entre de nombreux responsables politiques du monde entier. Un travail militant colossal a été nécessaire pour en arriver là. Car aux États-Unis aussi, l'idée d'un «nouveauNew Deal», vert ou pas, avait fait long feu après avoir été agitée à la suite de l'élection du démocrate Barack Obama.



À l'époque, photomonteurs et dessinateurs de presse s'étaient amusés à détourner une célèbre photo de Franklin D. Roosevelt au volant de sa voiture, porte-cigarette entre les dents, en lui substituant les traits du premier président afro-américain du pays. La capacité réformatrice d'Obama ne s'est cependant guère approchée de celle de son illustre prédécesseur. D'abord, le système financier n'a été que modestement réglementé – sans surprise au regard des conseillers que s'était choisis le nouveau président, qui avaient jadis participé aux grandes vagues de libéralisation financière. Ensuite, le volume de sa relance a été modeste: entre 1933 et 1939, en pourcentage du revenu annuel des États-Unis, Roosevelt avait dépensé plus de 2,5 fois plus qu'Obama entre 2009 et 2015.

Enfin, son action climatique est restée superficielle. Revenant sur son mandat **dans un texte** pour la revue *Catalyst*, le géographe Matt Huber rappelle que les États-Unis ont continué d'être un «*obstacle*» à une coopération internationale se donnant des outils contraignants. «*Son véritable héritage, écrit-il, a été l'explosion de l'extraction de pétrole et de gaz durant ses huit années au pouvoir.*» Si la proposition d'un Green New Deal a fini par être propulsée sur le devant de la scène, c'est surtout grâce au renouveau des mouvements sociaux.

«*Dès 2009, Occupy Wall Street a été un déclencheur de cette renaissance, considère le journaliste Colin Kinniburgh. Mais la répression d'un mouvement antipipeline dans le Dakota, à Standing Rock, a plus récemment joué un rôle important. Nombre de jeunes militants, choqués par ce qu'ils ont vu, se sont ensuite retrouvés dans le mouvement pro-climat Sunrise, lequel a promu avec vigueur le Green New Deal (lire l'article de Mathieu Magnaudeix). En 2018, ce sont ces activistes que rejoint Ocasio-Cortez au Capitole, lorsqu'ils organisent un sit-in devant le bureau de Nancy Pelosi [alors cheffe de l'opposition démocrate à la Chambre des représentants – ndlr]. Entre-temps, il y avait aussi eu la campagne de Sanders aux primaires de 2016, et l'explosion des effectifs du DSA [les socialistes démocrates d'Amérique – ndlr].*»

Début février 2019, portée par cette vague dont elle est une des expressions politiques, Ocasio-Cortez s'associe donc au sénateur Ed Markey pour déposer une résolution en faveur du Green New Deal au Congrès. **Le texte de 14 pages**, qui ne rentre pas dans des détails programmatiques et encore moins techniques, affirme que les catastrophes portées par le changement climatique vont exacerber les «*injustices systématiques*» qui traversent la société états-unienne, et vont même menacer la «*sécurité nationale*» en affectant la stabilité d'autres pays. En fonction de quoi, les États-Unis doivent accomplir une mobilisation de l'ordre du New Deal, afin de remplir l'objectif de zéro

émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050, au moyen d'une transition socialement juste, source de millions d'emplois de qualité.



Alexandria Ocasio-Cortez et Ed Markey (à droite) annoncent leur résolution de "Green New Deal", le 7 février 2019. © Saul Loeb / AFP

D'un côté, **la résolution « AOC/Markey »** est représentative de l'esprit du Green New Deal, qui consiste à atténuer le dérèglement climatique et à y préparer la société, grâce à un investissement public massif, au plein emploi et à la redistribution sociale, lesquels doivent retrouver leur statut d'objectifs prioritaires vis-à-vis des grands intérêts privés. «*Le Green New Deal n'a pas pour objectif de fournir une autre base énergétique à l'économie actuelle, il propose aussi sa reconversion vers le soin et l'éducation, des activités justement décarbonées à la base, et qui enrichissent notre qualité de vie*», ajoute Colin Kinniburgh.

D'un autre côté, cette résolution n'est pas aussi radicale et écologiquement ambitieuse que sa notoriété – et l'aura progressiste de ses deux promoteurs – ne le suggère. «*AOC et Markey ont une position keynésienne verte antiraciste, mais ils ne rompent pas clairement avec le productivisme*», remarque le philosophe Paul Guillibert, auteur de *Terre et capital* (à paraître aux éditions Amsterdam).

L'ambiguïté préservée quant à l'idée d'une croissance verte laisse supposer qu'une accumulation restera possible, dans le respect de strictes limites sociales et écologiques. **Des travaux** ont pourtant récusé qu'un découplage suffisant entre croissance et émissions carbone soit possible dans les temps impartis. Il n'est pas sûr, en outre, que les milieux d'affaires y trouvent leur compte. Quand bien même, s'il est question de zéro émission «nette», cela veut dire que le recours

à des technologies de capture et de séquestration de carbone ne serait pas écarté, alors qu'elles sont très controversées.

Une telle transition, fondée sur des énergies et des technologies « vertes » davantage que sur la sobriété, nécessitera toujours des ressources biophysiques considérables. Or, remarque Guillibert, « *les zones extractivistes ne sont pas celles où le Green New Deal sera mis en œuvre. Elles se situent dans les pays qui sont déjà perdants dans l'échange écologique inégal* ».

Le caractère américano-centré de la résolution se remarque en outre dans le fait que le financement d'un Green New Deal n'est pas considéré comme un problème. Cela ne se comprend que grâce au privilège que confère le dollar, monnaie de réserve mondiale depuis 1945. Pour bien d'autres pays, l'architecture du système financier international est au contraire un problème, puisqu'ils y sont dépendants des marchés de capitaux et/ou de la politique de la banque centrale états-unienne.

Entre transition interne au capitalisme et horizon écosocialiste

En fait, la version «AOC/Markey» occupe *grosso modo* une position centriste, sur un axe où se distribueraient les nombreuses autres versions du Green New Deal actuellement disponibles. Pour schématiser, plus on irait politiquement à droite sur cet axe, plus le Green New Deal s'apparenterait à « *une transition entre différents secteurs de l'économie capitaliste* », selon les mots de Paul Guillibert. Plus on irait politiquement à gauche, plus la dimension écosocialiste serait accentuée, jusqu'à une remise en cause radicale de la logique capitaliste, considérée comme nécessairement productiviste et génératrice d'un développement inégal entre peuples, classes et genres.

Côté droit, donc, devrait figurer sans conteste le «Green Deal» proposé par **la Commission européenne**. Il contient bien des mesures contraignantes pour atteindre la neutralité climatique, qui ont suffi à une levée de boucliers de la part de plusieurs États et secteurs économiques. L'essentiel, cependant, passe par des signaux-prix sur le marché,

dont il est attendu des modifications du comportement des investisseurs et des consommateurs. La puissance publique en tant que telle ne joue pas de rôle planificateur ou d'investisseur.

La compensation sociale de la taxation accrue du carbone est par ailleurs considérée comme excessivement modeste par de nombreux observateurs, et dépendra beaucoup de la capacité et de la volonté respectives des États membres à l'assurer. Enfin, les objectifs de cette politique sont contredits par la promotion d'une libre circulation des capitaux et des marchandises à laquelle la Commission reste attachée.

Assurément, les plans d'action proposés par **Joe Biden** aux États-Unis se situent un cran au-dessus. Si le terme de Green New Deal n'est pas employé, le nouveau président a intégré des dispositions issues d'un travail de coopération entre ses équipes et celles de ses concurrents à la primaire démocrate, plus ambitieux en la matière. Il reste que la question écologique **n'est pas au cœur de tous les programmes qu'il entend lancer**, et que l'ampleur budgétaire est très en deçà de ce que préconisait son aile gauche.

Le nouveau président reste, comme il le dit lui-même, un « *fier capitaliste* » soucieux de relancer la machine productiviste pour relever le défi écologiste. Mais surtout, tous ces plans **sont en train de passer à la moulinette du Congrès**, où l'administration Biden doit composer avec les contraintes d'une majorité en pratique inexistante. Si AOC est à la manœuvre, c'est moins pour rapprocher le plan Biden des objectifs de son Green New Deal que de l'ambition initiale, déjà limitée, du nouveau président états-unien.

À la gauche de notre repère médian «AOC/Markey», **Bernie Sanders**, pendant sa campagne de 2020, avait annoncé la nécessité d'un **plan d'investissement** de 16000milliards. Son financement, assurait-il, serait complet en l'espace de 15ans grâce aux revenus de l'activité ainsi générée, à des impôts supplémentaires sur les plus pollueurs et les plus riches, et à des économies dans l'appareil militaire, qui n'aurait plus à sécuriser l'approvisionnement en énergies fossiles. Celles-ci auront en effet été remplacées par une

infrastructure d'énergies renouvelables, pour laquelle Sanders envisageait une propriété publique, de la même façon d'ailleurs que le **Labour de Jeremy Corbyn**, au Royaume-Uni.

Lorsque ce dernier dirigeait encore le Parti travailliste, la conférence annuelle de 2019 avait adopté **une motion très ambitieuse** en la matière, rejoignant les Verts britanniques dans l'objectif d'une neutralité carbone précoce, en 2030, notamment en démarchant plusieurs secteurs clés. Le tour de force avait été d'associer les syndicats issus du mouvement ouvrier, qui s'étaient approprié cette politique et ses nécessités de reconversion industrielle. Des **analyses critiques**, cependant, pointaient la persistance d'une logique développementaliste, impliquant un découplage douteux entre croissance économique et empreinte écologique (surtout en prenant en compte les ressources non renouvelables incorporées dans les produits importés).

Une attention plus forte aux impasses de la croissance verte, et notamment aux risques d'un extractivisme poursuivi au nom de la décarbonation, se constate chez des intellectuelles proches des courants politiques dont nous avons parlé.



Aux États-Unis, l'essayiste **Kate Aronoff** et ses coauteurs, dans *A Planet to Win. Why We Need a Green New Deal* (**Verso, 2019**), admettent qu'une stratégie de neutralité carbone peut aussi se payer

par de l'importation de minerais tels que le cobalt et le lithium. *«Une transition énergétique propre centrée sur la baisse de la demande d'énergie rendrait plus facile et rapide l'atteinte de la cible de "zéro carbone", et requerrait moins de matière à sortir de la terre»*, écrivent-ils. Les mêmes assument cependant que le Green New Deal puisse représenter un *«dernier stimulus»*, le temps de développer de *«nouveaux modèles politico-économiques»* et d'enfin *«rompre avec le capital»*. Pour cela, le lien avec le monde du travail, dans sa grande masse, sera crucial.

L'essayiste canadienne **Naomi Klein**, autrice de *Plan B pour la planète: le New Deal vert* (Actes Sud, 2019), dit les choses de manière encore plus nette. Les faiblesses des plans actuels, estime-t-elle, ne pourront être réduites que par une *«pression de la gauche»*, semblable à celle qui *«a été à l'origine des aspects les plus progressistes du New Deal et du plan Marshall»*. Pour autant, les besoins sociaux à satisfaire, d'une manière bien plus égalitaire qu'aujourd'hui, devront aussi respecter des limites écologiques strictes, fondées scientifiquement. Il ne s'agirait pas qu'un *«keynésianisme climatique»* conduise à ce que les revenus générés se perdent dans l'ultraconsommérisme. *«Il faudrait que nous ayons un débat plus approfondi sur les limites d'un mode de vie qui a érigé le shopping en principal contributeur à la formation des identités, des communautés et des cultures»*, insiste-t-elle.

Le travail d'**Ann Pettifor**, citée plus haut, s'avère également radical à deux niveaux. En premier lieu, l'économiste britannique met au centre de sa réflexion la capacité des «Green New Dealers» à financer leur programme. Non pas que les ressources pourraient manquer, mais elles échapperont aux gouvernements et aux sociétés tant que les capitaux se baladeront librement à l'échelle globale. Il n'y a en effet aucune raison que les éventuelles préférences démocratiques pour une planète vivable coïncident avec les intérêts des gestionnaires de placements. *«Ce qui était vraiment keynésien et radical dans le New Deal de Roosevelt, rappelle-t-elle, c'étaient ses politiques monétaires.»* Les États-nations et leurs banques centrales devraient donc utiliser tous les leviers pour

restaurer un contrôle sur les capitaux et le crédit, et obtenir une monnaie internationale qui ne soit plus gérée par une seule puissance.

En second lieu, Pettifor s'inscrit résolument dans la perspective d'une «*économie stationnaire*», sous l'influence de l'économiste **Herman Daly**, et en des termes qui rappellent le slogan «*moins de biens, plus de liens*» repris à son compte par **François Ruffin**. Là encore, l'idée de poser des «*limites strictes à la consommation*» de nos sociétés est assumée. Mais de façon significative, tout en défendant une économie mixte laissant sa place aux marchés – qui existent «*depuis 5000 ans*», remarque-t-elle –, Pettifor s'abstient d'une réflexion sur l'intégration de ces marchés dans un ordre *capitaliste* bien plus récent et spécifique. Or, pour les éco-socialistes, les motivations et les structures de pouvoir consacrées par cet ordre aboutissent nécessairement à une accumulation en contradiction avec l'idée d'un freinage productif et consumériste.

Pour le militant Daniel Tanuro, auteur de *Trop tard pour être pessimistes!* (éditions **Textuel**, 2020), «*l'économie stationnaire [fait] miroiter l'illusion d'une alternative douce, [...] qui ne mettrait pas en question l'exploitation du travail et dont il suffirait dès lors de convaincre les possédants pour qu'elle se concrétise*». C'est en allant du côté des socialistes du **DSA** que les ambiguïtés sont davantage levées. S'ils soutiennent sans barguigner la résolution «*AOC/Markey*», c'est parce qu'elle va dans le sens d'un Green New Deal qu'ils estiment devoir être plus radical.

Parmi les principes d'un tel plan, figurent ainsi la nationalisation des producteurs de fossiles, la socialisation des secteurs qui en sont les plus dépendants, la démarchandisation des besoins primaires, un processus de démilitarisation de l'État américain... le tout au service d'un objectif ambitieux de décarbonation dès 2030. Surtout, la logique des besoins doit explicitement supplanter celle du profit. «*Un Green New Deal peut enclencher la*

transition d'un capitalisme exploiteur à un socialisme démocratique et écologique», écrivent les autrices et auteurs de la déclaration.

C'est dans ce sens que plaide **Max Ajl**, chercheur associé à l'Observatoire tunisien pour la souveraineté alimentaire et l'environnement, qui vient de publier *A People's Green Deal* (**Pluto Press**, 2021). Pour lui, la production de richesses doit être démocratisée afin de satisfaire les besoins essentiels tout en réduisant le temps de travail ainsi que l'énergie et les matériaux consommés, y compris ceux qui sont importés. Il ajoute qu'un Green New Deal authentiquement populaire, à l'échelle globale, nécessiterait de traiter sérieusement deux angles morts des autres versions en circulation : l'usage des terres et le traitement de la dette climatique.

«*Le New Deal originel était un plan de stimulus économique à l'intérieur d'un empire de colons*», rappelle Max Ajl dans **une interview en ligne**. Or, non seulement la relance de l'accumulation est à éviter, mais des réformes agraires seraient à promouvoir dans chaque pays pour sortir le secteur primaire du libre-échange, le «*désindustrialiser*» et assurer sa reconversion agroécologique. Les peuples autochtones et colonisés, victimes de l'échange écologique inégal depuis l'accumulation primitive des pays occidentaux, devraient par ailleurs pouvoir accéder à des réparations et retrouver une autonomie de subsistance. Cet auteur se situe ainsi dans une perspective révolutionnaire, anticapitaliste autant qu'anti-impérialiste.

On s'en aperçoit, le label de «*Green New Deal*» subsume en réalité toute une série de projets aux ambitions inégales, voire aux principes contradictoires. Les versions réformistes radicales, que l'on retrouve dans l'aile gauche des démocrates états-uniens, dans celle du Labour britannique, ou encore chez certains partis Verts, sont intéressantes pour leurs ambiguïtés et les pistes stratégiques qu'elles ouvrent (ou pas) aux partisans d'une rupture plus nette. Si une révolution écologiste est un objectif trop incertain, pourrait-il être approché par un Green New Deal qui enclencherait une transition, et nourrirait

des revendications inassimilables par le mode de production existant ? C'est un scénario envisagé par Alexis Cukier, dans un dialogue avec l'eurodéputée Aurore Lalucq, à retrouver dans le prochain épisode.

Boîte noire



© Mediapart

Dans les années 1930, la Grande Dépression provoquait un cataclysme social. Aux États-Unis, Roosevelt et les démocrates ont proposé une réponse,

le «New Deal», dont l'héritage et l'esprit sont mobilisés près d'un siècle plus tard. Face à l'urgence écologique, à la pénurie d'emplois et à l'envolée des inégalités, différentes versions d'un «Green New Deal» sont proposées de part et d'autre de l'Atlantique. Notre série raconte cette histoire, et questionne la pertinence d'une formule qui rallie de plus en plus de forces à gauche.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.